Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
22 06. 1971
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

MTL.

L.11.406/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 avril 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "concernant la représentation en justice du Ministère de la Défense nationale, les relations entre ce Ministère et ses avocats et la rémunération de ces avocats", a donné le 1er juin 1971 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e april 1971 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vertegenwoordiging in rechte van het Ministerie van Landsverdediging, de betrekkingen tussen dit Ministerie en zijn advocaten en de bezoldiging van deze advocaten", heeft de 1e juni 1971 het volgend advies gegeven :

G.S. - A.S.
Section - Afdeling
22 1983 71

Intitulé.

Tel qu'il est rédigé, l'intitulé de l'arrêté en projet peut laisser croire qu'il a pour objet de régler la représentation en justice du Ministère de la Défense nationale.

A la lecture des articles du projet, il apparaît que le terme "représentation" est employé dans le sens de mandat ad litem. Le fonctionnaire délégué a confirmé cette interprétation.

L'intention du Gouvernement serait, dès lors, mieux traduite en rédigeant l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal réglant la désignation des avocats en titre du Ministère de la Défense nationale".

Préambule.

Le fondement légal du projet se trouve dans l'article 29 de la Constitution, qu'il y a lieu de viser au préambule. En effet, en tant que chef du pouvoir exécutif, le Roi peut prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour la bonne organisation de l'administration. Parmi celles-ci figure légitimement la désignation d'avocats en titre chargés de traiter les affaires litigieuses d'un département ministériel.

Article 1er.

Aux termes de l'alinéa 1er de cette disposition, "le Ministre de la Défense nationale désigne, à titre contractuel, les avocats qui le représentent et le défendent...".

.../...

On ne saurait admettre que les avocats puissent conclure avec le Ministre de la Défense nationale un véritable contrat de droit commun (1) par lequel ils engageraient leurs services professionnels pour une durée déterminée. La sujétion que pourrait impliquer un engagement de l'avocat "à titre contractuel" est incompatible avec l'absolue liberté dont il jouit dans l'exercice de sa profession. C'est pourquoi, dans l'article 1er, les mots "à titre contractuel" et "le contrat" doivent être supprimés. Cette observation vaut également pour les autres dispositions du projet dans lesquelles ces mots sont repris.

Par ailleurs, les avocats ne représentent pas le Ministre. C'est l'Etat qui est représenté par le Ministre en demandant ou en défendant en justice, à moins que le Ministre lui-même ne soit personnellement mis en cause. En outre, il est inutile de répéter que les avocats "représentent les organes et les préposés de son département"; en effet, l'article 440, alinéa 2 du Code judiciaire dispose que l'avocat comparaît comme fondé de pouvoir sans avoir à justifier d'aucune procuration, sauf lorsque la loi exige un mandat spécial.

En outre, il est incorrect de dire que le Ministre est défendu. La notion de la "défense" s'exprime particulièrement dans la procédure répressive. Dans le procès civil, la défense s'entend de ce qu'on répond à l'action. On n'a point coutume d'y qualifier de défenseur l'avocat des parties.

.../...

(1) qu'il ne faut pas confondre avec le "contrat innomé" admis par certains auteurs (Rép.pr.dr.b., V° Avocat, n° 81 ; Pandectes, V° Avocat près les Cours d'appel, n° 20).

Enfin, il n'y a pas lieu de préciser que le Ministre désigne les avocats de son département "devant les juridictions établies en Belgique ainsi que devant les Conseils de guerre constitués auprès des Forces armées belges à l'étranger". En effet, les avocats en titre sont chargés non seulement de plaider devant ces juridictions mais aussi, éventuellement, de négocier avec les parties adverses tous accords de nature à mettre fin à des litiges en cours.

Quant à l'alinéa 2 de l'article 1er, cette disposition implique que le Ministre ne pourrait renoncer au concours d'un avocat en titre pendant la durée d'un an pour une autre cause que celles énumérées à l'article 5, § 1er, du projet. Cette disposition est incompatible avec la liberté dont le client jouit de choisir son conseil, de lui maintenir sa confiance ou de le décharger de ses dossiers. L'alinéa 2 doit donc être omis.

Compte tenu des considérations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 1er en ces termes :

"Article 1er.-

Le Ministre de la Défense nationale désigne les avocats en titre de son département".

Article 2.

Quant au § 1er.

Cette disposition établit une distinction entre les avocats "chargés essentiellement des affaires importantes ainsi que de celles se rapportant à des questions délicates de principe" et les avocats "traitant des affaires de moindre importance".

.../...

Il convient d'autant moins de faire pareille distinction dans un arrêté royal que le critère de l'importance d'une affaire est difficile à déterminer. C'est au Ministre qu'il appartient de choisir, parmi les avocats en titre, celui qu'il estime le mieux à même de traiter telle ou telle affaire.

La disposition examinée devra donc se borner à fixer le nombre des avocats en titre, en tenant compte de la répartition linguistique des juridictions devant lesquelles ils seront appelés à plaider.

Quant au § 2.

Ce paragraphe contient une série de dispositions d'ordre intérieur qui ne doivent pas faire l'objet d'un arrêté royal.

Quant au § 3.

Ce paragraphe prévoit que le directeur de la direction du contentieux du Ministère de la Défense nationale ou son remplaçant peut, eu égard au caractère spécifique d'une affaire déterminée, ou lorsqu'il s'agit d'un litige à soumettre à une juridiction établie à l'étranger ..., faire appel à un avocat autre que ceux qui sont "attitrés".

Le Ministre puise, dans les prérogatives de sa charge, le pouvoir de confier des dossiers aux avocats de son choix, soit sous le régime ordinaire des honoraires, soit sous le régime de l'abonnement, sans que des dispositions réglementaires doivent être prises à cette fin.

.../...

Compte tenu des considérations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 2 en ces termes :

"Article 2.-

Le nombre des avocats prévus à l'article 1er est fixé comme suit :

1° deux à cinq avocats chargés des procédures en langue française ;

2° deux à cinq avocats chargés des procédures en langue néerlandaise ;

3° un avocat chargé des procédures en langue française ou en langue néerlandaise devant la Cour de cassation".

Article 3.

Compte tenu des observations formulées à propos de l'article 1er, alinéa 1er, il est proposé de remplacer le mot "représentera" par le mot "assiste".

Article 4.

Il n'appartient au Roi ni de déterminer les attributions et les devoirs des avocats en titre du Ministère de la Défense nationale, ni de charger un fonctionnaire de régler cette matière. En effet, la profession d'avocat est réglementée par le Code judiciaire (articles 428 à 508).

L'article 4 doit donc être omis.

.../...

Article 5.

Comme il a été dit à propos de l'article 1er, alinéa 2, la disposition par laquelle le Ministre ne pourrait renoncer au concours d'un avocat en titre, pour une autre cause que celles énumérées à l'article 5, § 1er, est incompatible avec la liberté du client de choisir son conseil, de lui maintenir sa confiance ou de le décharger de ses dossiers.

L'article 5 , § 1er, doit donc également être omis.

Quant au § 2 - qui deviendrait l'article 5 -, il est proposé de le rédiger en ces termes :

"Article 5.-

La mission de l'avocat en titre prend fin dans tous les cas le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il a atteint l'âge de 70 ans".

Article 6.

Les observations faites à propos de l'article 5, § 1er, valent aussi pour les deux premiers alinéas de l'article 6.

Quant à l'alinéa 3, il n'appartient pas au Roi de régler le mode de remplacement des avocats empêchés de traiter leurs affaires. La même observation vaut pour l'article 12.

.../...

Article 7.

Compte tenu des observations formulées à propos de l'article 2, § 1er, il est proposé de rédiger en ces termes le premier alinéa de l'article 7 :

"Les avocats en titre visés à l'article 2, 1° et 2°, sont rémunérés par un abonnement annuel dont le minimum est de ..... francs et le maximum de ..... francs".

En ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 7, cette disposition peut être supprimée, car elle n'a plus de raison d'être dans le système de minimum et de maximum proposé ci-dessus.

L'alinéa 3 de l'article 7 deviendrait donc l'alinéa 2 du texte proposé.

Article 8.

Au sujet de cette disposition, il y a lieu de noter que la Cour d'appel de Bruxelles, dans un arrêt du 27 décembre 1967 (Pas. 1968, II, 129), a interprété une disposition analogue en ce sens qu'elle ne permet pas à l'avocat, en cas d'insuffisance de l'abonnement, de taxer lui-même ses honoraires suivant les critères habituels, en considérant que le montant de l'abonnement ne serait qu'un acompte annuel sur les honoraires ainsi calculés. C'est au Ministre seul qu'il appartient de fixer le supplément d'honoraires de l'avocat et les tribunaux ne peuvent, à peine d'excéder leurs pouvoirs, substituer leur estimation à celle du Ministre.

.../...

Article 9.

Cet article peut être omis. Il ne fait que rappeler le droit commun de la fixation des honoraires de l'avocat, tel que consacré par l'article 459 du Code judiciaire.

Article 10.

A l'alinéa 2, il faut lire : "... visés à l'article 2, 1° et 2° ...".

Quant à l'alinéa 3, qui est une disposition transitoire, il devrait faire l'objet d'un article séparé figurant après l'article abrogatoire et rédigé comme suit :

"Article ...

Pour l'exécution de certains actes matériels de procédure antérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'indemnité prévue à l'article 10, alinéa 2, est allouée, sur production d'états établis, à partir du 1er janvier 1969 pour les procédures dans lesquelles les fonctions d'avoué étaient antérieurement obligatoires et, à partir du 30 septembre 1969, pour les autres procédures".

La date du 1er janvier 1969 est celle à laquelle les fonctions d'avoué ont été supprimées (arrêté royal du 4 novembre 1968, article 4). La date du 30 septembre 1969 est celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 septembre 1969 fixant, pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables alloués par le juge, mais il est inutile de mentionner cette précision dans le texte, comme le fait le projet.

.../...

Article 11.

Il faut lire la finale de l'alinéa 1er comme suit : "... aux avocats en titre du Ministère de la Défense nationale".

Article 12.

Il y a lieu de se référer à l'observation formulée à propos de l'alinéa 3 de l'article 6.

Article 13.

Cet article, tout comme l'article 10, alinéa 3, est une disposition qui doit figurer après l'article abrogatoire. La rédaction suivante est proposée :

"Article ...

Les avocats en titre à la date de publication du présent arrêté sont maintenus en fonction sans nouvelle désignation, même si leur nombre dépasse le maximum prévu à l'article 2.

Ceux d'entre eux qui à la même date ont atteint l'âge de 69 ans sont maintenus en fonction pendant une période maximum d'un an, à compte de cette date".

La rédaction proposée s'inspire d'une considération d'équité. En effet, dans le texte du Gouvernement, l'avocat qui aurait atteint l'âge de 69 ans et 10 mois, à la date de publication de l'arrêté, ne serait maintenu en fonction que pendant deux mois, alors que celui qui avait 70 ans à la

.../...

même date verrait ses fonctions prolongées pendant une année entière. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, le texte proposé porte remède à cette situation inéquitable.

Par ailleurs, il va de soi que l'article 13 ne porte pas atteinte au droit du Ministre de décharger l'avocat de ses dossiers, comme il a été dit dans l'observation formulée à propos de l'article 1er, alinéa 2, et de l'article 5, § 1er.

Article 15.

Cette disposition devrait être subdivisée en deux articles.

Opschrift.

Zoals het opschrift van het ontwerp-besluit thans geredigeerd is, kan het de indruk wekken dat het de vertegenwoordiging in rechte van het Ministerie van Landsverdediging bedoelt te regelen.

Uit de artikelen van het ontwerp blijkt dat de term "vertegenwoordiging" gebruikt is in de betekenis van "machtiging tot gedingvoering". De gemachtigde ambtenaar heeft deze interpretatie bevestigd.

De bedoeling van de Regering kan dan ook duidelijker weergegeven worden in de volgende lezing :

"Koninklijk besluit tot regeling van de aanstelling van de vaste advocaten van het Ministerie van Landsverdediging".

Aanhef.

Rechtsgrond voor het ontwerp is artikel 29 van de Grondwet, waarnaar de aanhef dan ook moet verwijzen. Als hoofd van de uitvoerende macht kan de Koning immers de maatregelen uitvaardigen welke hij nodig acht voor de goede organisatie van het bestuur. Daartoe behoort ook de aanstelling van vaste advocaten die belast zijn met het behandelen van de betwiste zaken van een ministerieel departement.

Artikel 1.

Het eerste lid van deze bepaling luidt : "De Minister van Landsverdediging stelt, in contractueel verband, de advocaten aan die hem ... vertegenwoordigen en verdedigen ...".

.../...

Het is onaannemelijk dat advocaten met de Minister van Landsverdediging een werkelijk gemeenrechtelijk contract (1) kunnen sluiten waarin zij de diensten van hun beroep voor een bepaalde duur verbinden. De dienstbaarheid welke een verbintenis van de advocaat "in contractueel verband" zou kunnen impliceren, is onverenigbaar met de volstrekte vrijheid die hij in de uitoefening van zijn beroep geniet. Daarom moeten de woorden "in contractueel verband" en "het contract" in artikel 1 vervallen. Deze opmerking geldt ook voor de andere bepalingen van het ontwerp waarin die termen gebruikt zijn.

Het past ook niet te zeggen dat de advocaten de Minister vertegenwoordigen. De Minister vertegenwoordigt de Staat als eiser of verweerder in rechte, tenzij hij zelf persoonlijk in het geding komt. Bovendien is het onnodig te herhalen dat de advocaten de organen en aangestelden van zijn departement "vertegenwoordigen"; artikel 440, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt immers : "De advocaat verschijnt als gevolmachtigde van de partij zonder dat hij van enige volmacht moet doen blijken, behalve indien de wet een bijzondere lastgeving eist".

Bovendien is het onjuist te zeggen dat de Minister verdedigd wordt. Het begrip "verdediging" is vooral in de

.../...

---

(1) Niet te verwarren met het "onbenoemd contract", dat door sommige auteurs wordt aanvaard (Rép. pr. dr. b., V° Avocat, nr. 81; Pandectes, V° Avocat pres les Cours d'appel, nr. 20).

strafprocedure gangbaar. In burgerlijke zaken verstaat men onder verdediging datgene dat op de vordering wordt geantwoord en pleegt men de advocaat van partijen geen verdediger te noemen.

Ten slotte hoeft niet nader te worden bepaald dat de Minister de advocaten van zijn departement aanstelt "voor de rechtsmachten die gevestigd zijn in België en voor de Krijgsraden die opgericht zijn bij de Belgische Strijdkrachten in het buitenland". Vaste advocaten hebben immers niet alleen tot taak voor die gerechten te pleiten, zij moeten eventueel ook met partijen onderhandelen over alle overeenkomsten waardoor hangende geschillen kunnen worden opgelost.

Het tweede lid van artikel 1 impliceert dat de Minister gedurende één jaar niet van de medewerking van een advocaat kan afzien, tenzij om één van de in artikel 5, § 1, genoemde redenen. Deze bepaling is niet overeen te brengen met de vrijheid van de cliënt om zijn raadsman te kiezen, zijn vertrouwen in hem te bewaren of hem van zijn opdracht te ontheffen. Het tweede lid moet dus vervallen.

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is gezegd, wordt voorgesteld artikel 1 als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

De Minister van Landsverdediging stelt de vaste advocaten van zijn departement aan".

.../...

Artikel 2.

§ 1._

Deze bepaling maakt een onderscheid tussen advocaten "die belast worden met hoofdzakelijk belangrijke zaken en met deze waarin het gaat om delicate principekwesties", en advocaten "die de minder belangrijke zaken behandelen".

Een zodanig onderscheid is in een koninklijk besluit niet op zijn plaats, te meer daar bezwaarlijk een maatstaf kan worden aangelegd om het belang van een zaak af te wegen. Het is zaak van de Minister uit de vaste advocaten degene te kiezen die hij het meest geschikt acht om een bepaalde zaak te behandelen.

De hier besproken bepaling moet zich dus beperken tot het vaststellen van het aantal vaste advocaten, met inachtneming van de taalverhouding in de gerechten waarvoor zij zullen moeten optreden.

§ 2._

Deze paragraaf bevat een aantal voorzieningen van inwendige orde, die niet in een koninklijk besluit moeten worden opgenomen.

§ 3._

Deze paragraaf bepaalt dat de directeur van de Directie Geschillen van het Ministerie van Landsverdediging of zijn plaatsvervanger ertoe gemachtigd is, gelet op de specialiteit van een bepaalde zaak of indien het een geschil

.../...

betreft dat voor een in het buitenland gevestigde rechtsmacht gebracht moet worden ..., beroep te doen op een andere advocaat dan degenen die "aangesteld" zijn.

Het behoort tot de ambtsprerogatieven van de Minister, het behartigen van zaken hetzij gewoon tegen honorarium, hetzij bij abonnement, aan zelf gekozen advocaten op te dragen, zonder dat hij daaron een verordening nodig heeft.

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is gezegd, wordt voorgesteld artikel 2 als volgt te redigeren :

"Artikel 2.-

Het getal van de in artikel 1 bedoelde advocaten wordt als volgt vastgesteld :

1° twee tot vijf advocaten, belast met de rechtspleging in het Nederlands;

2° twee tot vijf advocaten, belast met de rechtspleging in het Frans;

3° één advocaat, belast met de rechtspleging in het Nederlands of in het Frans voor het Hof van cassatie".

Artikel 3.

Met inachtneming van de opmerkingen bij artikel 1, eerste lid, vervange men de woorden "zal deze het orgaan of de aangestelde vertegenwoordigen zowel op strafrechtelijk als op burgerrechterlijk gebied" door de woorden : "staat deze het orgaan of de aangestelde bij, zowel in strafzaken als in burgerlijke zaken".

.../...

Artikel 4.

Het komt de Koning niet toe de "bevoegdheden en de plichten" van de vaste advocaten van het Ministerie van Landsverdediging zelf vast te stellen of door een ambtenaar te doen vaststellen. Het beroep van advocaat is gereglementeerd in het Gerechtelijk Wetboek (artikelen 428 tot 508).

Artikel 4 moet dus vervallen.

Artikel 5.

Zoals bij artikel 1, tweede lid, is opgemerkt, is de bepaling krachtens welke de Minister niet van de medewerking van een advocaat kan afzien tenzij om één van de in artikel 5, § 1, genoemde redenen, niet overeen te brengen met de vrijheid van de cliënt om zijn raadsman te kiezen, zijn vertrouwen in hem te bewaren of hem van zijn opdracht te ontheffen.

Ook de eerste paragraaf van artikel 5 moet dus vervallen.

Paragraaf 2 - die dan artikel 5 wordt - kan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

De opdracht van de vaste advocaat eindigt in ieder geval de eerste dag van de maand volgend op die waarin hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt".

.../...

Artikel 6.

De opmerkingen die gemaakt zijn bij artikel 5, § 1, gelden ook voor de eerste twee leden van artikel 6.

Bij het derde lid moet worden opgemerkt, dat de vervanging van advocaten die verhinderd zijn hun zaken te behandelen, niet door de Koning mag worden geregeld. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

Artikel 7.

Met inachtneming van hetgeen bij artikel 2, § 1, is opgemerkt, wordt voorgesteld het eerste lid van artikel 7 als volgt te redigeren :

"De vaste advocaten bedoeld in artikel 2, 1° en 2°, worden bezoldigd bij jaarabonnement, ten bedrage van ten minste ... frank en ten hoogste ... frank".

Het tweede lid van artikel 7 kan vervallen. In de voorgestelde minimum- en maximumregeling heeft het geen reden van bestaan meer.

Het derde lid van artikel 7 wordt dan het tweede lid van de voorgestelde tekst.

Artikel 8.

In verband met deze bepaling moge erop worden gewezen dat het Hof van beroep van Brussel in een arrest van 27 december 1967 (Pas. 1968, II, 129) een soortgelijke bepaling zo heeft geïnterpreteerd, dat zij de advocaat niet toestaat,

.../...

ingeval het abonnementsbedrag niet toereikend is, zijn ereloon zelf te begroten volgens de gebruikelijke maatstaven en het abonnementsbedrag slechts te beschouwen als een jaarlijks voorschot op het aldus berekende ereloon. Alleen de Minister kan het bijkomend ereloon van de advocaat bepalen en de rechtbanken kunnen, zonder hun bevoegdheid te buiten te gaan, hun raming niet in de plaats van die van de Minister stellen.

Artikel 9.

Dit artikel kan vervallen. Het is slechts een herhaling van de gemeenrechtelijke regeling voor het bepalen van het ereloon van de advocaat, zoals die neergelegd is in artikel 459 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 10.

In het tweede lid moet worden gelezen : "... aan de in artikel 2, 1° en 2° ...".

Het derde lid is een overgangsbepaling en zou als zodanig moeten staan in een afzonderlijk artikel, in te voegen na het opheffingsartikel. Het kan als volgt worden geredigeerd.

"Artikel ...

Voor het uitvoeren van bepaalde materiële akten van rechtspleging die dagtekenen van vóór de inwerkingtreding van dit besluit, wordt de in artikel 10, tweede lid, bedoelde vergoeding toegekend op overlegging van gedetailleerde staten, vanaf 1 januari 1969 voor de zaken waarin vroeger een pleitbezorger moest optreden, en vanaf 30 september 1969 voor de overige zaken".

.../...

1 januari 1969 is de datum waarop het ambt van pleitbezorger afgeschaft is (koninklijk besluit van 4 november 1968, artikel 4); 30 september 1969 is de datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 12 september 1969 tot vaststelling, voor de uitvoering van artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, van het tarief van de door de rechter toegekende invorderbare kosten. Het is onnodig deze bijzonderheid, zoals het ontwerp doet, in de tekst te vermelden.

Artikel 11.

Het slot van het eerste lid moet als volgt worden gelezen : "... op de vaste advocaten van het Ministerie van Landsverdediging".

Artikel 12.

Hier moge worden verwezen naar de opmerking bij het derde lid van artikel 6.

Artikel 13.

Evenals artikel 10, derde lid, is dit artikel een overgangsbepaling die na het opheffingsartikel moet komen. Voorgesteld wordt :

"Artikel ...

De advocaten die op de datum van bekendmaking van dit besluit vast aangesteld zijn, blijven hun bediening uitoefenen zonder nieuwe aanstelling, ook al overschrijdt hun aantal het in artikel 2 bepaalde maximum.

.../...

Degenen onder hen die op dezelfde datum de leeftijd van 69 jaar hebben bereikt, blijven hun bediening uitoefenen gedurende een periode van ten hoogste een jaar, te rekenen vanaf die datum".

De voorgestelde tekst berust op billijkheidsoverwegingen. Volgens de tekst van de Regering zou de advocaat die op de datum van bekendmaking van het besluit 69 jaar en 10 maanden oud is, slechts gedurende twee maanden in dienst blijven, terwijl hij die op dezelfde datum 70 jaar is, nog een vol jaar zou mogen aanblijven. Voor het geval dat dit niet de bedoeling van de Regering mocht zijn, zet de voorgestelde tekst die onbillijke toestand recht.

Anderzijds hoeft het geen betoog dat artikel 13 geen afbreuk doet aan het recht van de Minister om de advocaat van zijn opdracht te ontheffen, zoals gezegd is in de opmerking bij artikel 1, tweede lid, en bij artikel 5, § 1.

Artikel 15.

Deze bepaling dient in twee artikelen te worden gesplitst.

La chambre était composée de

Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Mesdames :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	R.PIRSON,	assesseurs de la section	
de Heren :		de législation,	
	M.VERSCHELDEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. (s.) G.VAN BUNNEN.